



ELECTIONS MUNICIPALES LORIENT MARS 2026

L'intérêt du monde du travail et des habitants d'abord !

À l'occasion des élections municipales, la CGT rappelle que la commune est un échelon essentiel de la démocratie et de la justice sociale. Les choix politiques locaux ont un impact direct sur l'emploi, les services publics, les conditions de travail et de vie des habitantes et habitants. La CGT porte donc des revendications claires pour des politiques municipales au service de l'intérêt général.

La CGT revendique avant tout le renforcement et le développement des services publics locaux. Eau, assainissement, transports, cantines, crèches, écoles, culture, sport, action sociale : ces services doivent rester publics, accessibles à toutes et tous, de qualité, et gérés hors des logiques de privatisation et de rentabilité. Cela suppose des moyens humains et financiers à la hauteur, ainsi que la **fin de la précarité dans l'emploi public territorial.**

La CGT défend également la **création d'emplois stables et correctement rémunérés dans les collectivités et les services municipaux.** Elle s'oppose au recours à la sous-traitance qui dégradent à la fois les conditions de travail des agents et la qualité du service rendu à la population et revendique la **ré-internalisation de services** entiers (nettoyage urbain, sécurité privée, aides à domicile et auxiliaires de vie...).



En matière d'emploi, la CGT revendique le respect des droits des agent-es territoriaux, l'amélioration de la santé et de la sécurité au travail, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et un dialogue social réel avec les organisations syndicales.

Non seulement, **la CGT défend** les agents publics des communes mais aussi **les salariés des entreprises qui remportent les appels d'offre des marchés publics.** Nous appelons ainsi les municipalités à inscrire dans **le cahier des charges des appels d'offre**, des **critères sociaux** (niveau de salaire, respect des salariés, contrat et conditions de travail exemplaires...) et **économiques** (l'argent à l'investissement, pas aux profits de quelques-uns) de haut niveau ainsi que le respect du droit syndical dans les entreprises qui concourent aux appels d'offre.

De même que les **aides publiques aux entreprises** doivent être **conditionnées** à des critères sociaux et écologiques.



La CGT porte aussi des exigences fortes pour une politique municipale de solidarité et de justice sociale : accès au logement social, lutte contre la spéculation immobilière et la précarité énergétique, politiques sociales renforcées pour les personnes âgées, les jeunes, les personnes en situation de handicap et les populations les plus fragilisées. **La commune doit être un rempart contre les inégalités.**

En ce sens, nous ne pouvons accepter le transfert des activités d'aide à domicile pour les populations les plus modestes au privé même mutualistes (aide à domicile du **CCAS de Lorient** transféré au groupe Vyv 3), comme il en est de même des **Ephad publics** (celui du quartier de Kervenane étant sur la sellette).



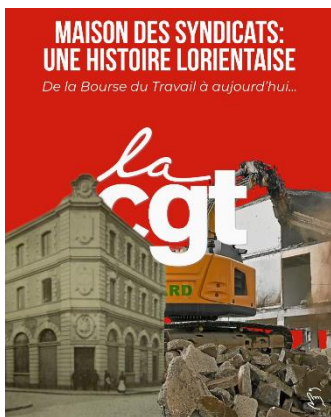
Sur le plan environnemental, la CGT défend une transition écologique socialement juste, qui articule protection de l'environnement, développement des activités économiques et des services publics avec des emplois de qualité. Les politiques locales doivent répondre à l'urgence climatique en étant aux commandes pour le développement de services publics locaux, en matière de **transports** notamment, qui privilégie le Commun et l'accessibilité plutôt que le tout individuel qui se fait au détriment des salariés les moins bien lotis. En ce sens, nous revendiquons **un grand service public des transports en commun à l'échelle de Lorient Agglomération**. Cela passe par un choc de l'offre en matière de prix (gratuité), de fréquence et d'arrêt, la construction de parkings relais, l'intégration de la sous-traitance, la complémentarité avec le ferroviaire à redévelopper. Tout cela doit se réaliser par une Régie publique dans laquelle les organisations syndicales et d'usagers soient partie prenante des décisions.



Au niveau du **logement**, la CGT exige que des mesures fortes soient prises contre l'augmentation des loyers, **contre la Airbnbisation du parc locatif privé**, pour l'encadrement des loyers et l'aide à la rénovation énergétique. Elle revendique qu'il y n'ait pas de logement en airbnb si pas de logement équivalent d'un propriétaire sur le marché locatif privé, des critères sociaux dans la construction de nouveaux logements du parc locatif privé quand le foncier municipal est vendu (**logements accessibles aux classes populaires et moyennes**). La mixité sociale, ce n'est pas des très aisés qui voisent avec des très pauvres ! Les salariés employés, ouvriers et professions intermédiaires doivent pouvoir se loger à proximité de leur travail, dans Lorient et ses communes voisines et non devoir s'exiler en périphérie.



Au niveau des écoles, la CGT appelle les futurs élus à se limiter au strict minimum légal dans le financement des écoles privées. Nous appelons à une vaste politique de **réhabilitation des écoles publiques**, travaillée en associant les personnels de l'Education Nationale et les parents d'élèves, qui tiennent compte de la santé (non-exposition à des produits cancérigènes comme le Radon par exemple) du changement climatique (faire baisser la température dans les bâtiments soumis à de fortes chaleurs, rénovation énergétique, végétalisation des cours) comme de l'inclusion scolaire (classes et bâtiment adaptés aux élèves en situation de handicap et à leur suivi).



Enfin, la CGT affirme son attachement à une démocratie locale vivante, fondée sur la transparence, la participation citoyenne, le respect des syndicats et des associations. En ce sens, nous appelons la future majorité municipale à s'atteler à **reconstruire la maison des syndicats** au regard de l'Histoire de notre ville, des engagements de la CGT du pays de Lorient dans la Résistance à l'occupant nazi, de l'engagement de la ville concrétisé en 1972 et pour **réparer l'irresponsabilité des précédentes municipalités** qui ont laissé la Maison des syndicats se dégrader ainsi que l'espace Cosmao Dumanoir, pour mieux justifier leur fin. Nous rappelons à toute fin utile que la CGT Lorient a accueilli et accompagné entre 2015 et 2020 (date de l'expulsion du 82 boulevard Cosmao Dumanoir pour danger imminent) 750 salarié.es dépourvus de syndicats ou de représentants du personnel dans les petites et moyennes entreprises. Depuis 2020, ce chiffre a été divisé par 2 : en cause, l'accessibilité des nouveaux locaux à L'orientis (places de parking difficile, bouchons fréquents dans cette zone) qui découragent bon nombre de salariés.

À travers ces revendications, la CGT appelle à des choix municipaux qui placent l'Humain et la satisfaction des besoins sociaux au cœur de l'action publique locale, à l'opposé de mesures qui privilégient les habitants les plus aisés ou qui stigmatisent certaines catégories de la population en raison de leurs origines.